

Proposition de recherche quantitative

La solidité des intentions en faveur du OUI

GROP

24 juillet 1995

La solidité des intentions en faveur du OUI

Problématique

Au cours des prochaines semaines, les sondages mettront, après répartition proportionnelle des indécis, les options du OUI et du NON nez à nez au niveau des intentions préréférendaires. Certains résultats bruts favoriseront même les tenants du OUI par une marge de plusieurs points.

Ces résultats encourageants risquent d'embuer la vue des décideurs, ceux-ci y voyant les signes d'une nette progression des forces du OUI. Dans ces conditions, il est probable que l'on soit tenté de se lancer dans la course référendaire sans avoir bien pris le pouls de l'opinion publique.

Est-il nécessaire de rappeler, à cet égard, qu'au cours de l'été 1994, les sondages donnaient en termes bruts une avance consistante du Parti québécois sur le Parti libéral?

Tableau 1 Sondagem inc. - résultats bruts intentions de vote 1994

SONDAGES	PLQ	PQ	NSP/RR
mi-juillet	36%	45%	15%
mi-août	37%	41%	18%
30 août - 4 sept.	32%	41%	18%
vote 12 sept.	44%	45%	

Cette comparaison des résultats bruts des sondages avec le résultat final obtenu le soir des élections confirme ce que plusieurs chercheurs ont par ailleurs démontré: les électeurs « indécis » (NSP/RR) joignent dans une large proportion leurs voix à celle des sympathisants libéraux.

Dans cette optique, les résultats des sondages rendus publics ces derniers temps devraient inciter à la prudence. Ainsi par exemple, même si le dernier CROP paru dans le quotidien LA PRESSE donnait, en terme de résultats bruts, une légère avance du OUI (45 %) sur le NON (41 %), avec plus de 14 %

d'indécis, il ne faudrait pas en conclure que le OUI menait, ni que les deux options se trouvaient à égalité au moment du sondage.

Car, si l'on tient compte de la répartition moyenne des indécis identifiés au cours des sondages de l'été dernier, ce n'est que l'appui d'environ 18 % du total des indécis que le Parti québécois a été capable d'obtenir le soir du scrutin. Si l'on considère que la force d'attraction du OUI auprès des électeurs indécis devrait suivre un profil analogue, le résultat net du sondage CROP devrait plutôt se lire ainsi: OUI 47 % NON 53 %.

Comme l'ont montré les travaux de Pierre Drouilly, les variations des intentions préréférendaires en faveur du NON miroitent dans celles en provenance des électeurs indécis autant pour la période 1977-1980 que pour celle ayant précédé le référendum d'octobre 1992. Cette catégorie de répondants « indécis » est plutôt un refuge pour des électeurs portés à favoriser le NON. Ce sont en fait des électeurs « discrets » comme les appelle Pierre Drouilly.

Le corollaire à cette constatation veut que la barre du OUI soit sérieusement relevée avant qu'un feu vert puisse être envisagé pour une campagne référendaire gagnante. Afin de l'établir, il faut considérer la solidité des appuis obtenus en sus du noyau de base et évaluer dans quelle proportion ceux-ci se maintiendront en cours de campagne. Faut-il une marge de sécurité de quelques points? Et pour quelle proportion d'électeurs « indécis »?

Compte tenu du faible pourcentage des appuis susceptibles de provenir de la catégorie des « indécis », une marge de sécurité raisonnable voudrait qu'un seuil de 50 % et plus des intentions brutes préréférendaires en faveur du OUI soit nécessaire avant d'envisager une campagne victorieuse. Cependant, ce seuil demeure lié tant au pourcentage d'indécis et au différentiel entre les deux camps apparaissant dans les sondages qu'aux caractéristiques des répondants composant les deux camps, plus particulièrement ceux dont l'opinion est encore volatile.

Nous devons donc avoir très bien caractérisé les divers segments de l'électorat pour être en mesure de déterminer la hauteur de ce seuil. C'est la recherche que nous vous proposons.

Projet de recherche

Nous avons développé un modèle nous permettant d'évaluer à l'aide d'estimateurs les orientations préréférendaires. Nous vous offrons de réutiliser ce modèle. Depuis avril, la consécration du « virage » et l'accord entre les trois formations politiques ont introduit des changements dans le paysage politique. Comment ces changements se reflètent-ils dans l'opinion publique en fonction d'une **segmentation** rigoureuse des électeurs? Notre modèle permet de répondre à cette interrogation fondamentale.

Les échelles cognitives que nous avons utilisées permettent également d'évaluer la solidité des intentions de vote pour chacun des segments identifiés. Nous proposons de réintroduire trois échelles: **l'échelle d'appartenance** (fonctionnelle, normatif, symbolique), **l'échelle d'estime de soi** et celle de **différenciation** complétée par l'ajout de cinq énoncés en provenance de l'échelle développée par Phinney¹ à l'UCLA. Ces mesures nous permettront d'identifier les zones plus fragiles des divers segments de l'électorat.

Un autre aspect de cette recherche concerne l'évaluation de l'impact des différentes thématiques sur les diverses strates de l'opinion publique: les thèmes de la **différence**, de la **nécessité** et du **changement** devraient être évalués. Nous devons également bien mesurer le rôle des différents acteurs politiques dans le débat: les chefs des formations politiques il va de soi,

¹ PHINNEY, Jean S., 1992, The Multigroup Ethnic Identity Measure: A New Scale for Use With Diverse Groups, *Journal of Adolescent Research*, vol. 7, no. 2, pp. 156-176

mais aussi d'autres personnalités susceptibles de se manifester en cours de campagne. Par ailleurs, nous devons savoir quels sont les effets de la **gestion gouvernementale** sur le dossier référendaire. Nous avons mis la main sur un questionnaire du camp du NON qui scrute la sensibilité des répondants à un certain nombre d'arguments de **peur** ou de **culpabilisation**. Nous devons reprendre dans notre questionnaire certains de ces énoncés afin de circonscrire leurs effets sur l'opinion publique. La perception de l'offre de **partenariat** et de ses conséquences advenant son rejet par les ténors du fédéralisme canadien doit aussi être évaluée. Il serait d'autre part utile de vérifier si l'image d'un Québec souverain relié au Canada par **un lien confédéral** est de nature à rassurer les électeurs « inquiets ».

Enfin, ce sondage constituerait la première phase d'une recherche « **panel** ». L'échantillon serait réinterrogé à deux autres moments au cours de l'automne. Cette méthode permet de mesurer précisément les transferts d'opinion dans un sens comme dans l'autre, ce que ne permettent pas les sondages traditionnels et ce pour deux raisons. La première résulte de la marge d'erreur qui peut varier pour un échantillon de mille répondants à près de 3 % plus ou moins. La seconde provient de la nature même de ce type de sondage qui permet uniquement de déceler le solde des fluctuations des intentions référendaires. Ainsi, une variation finale de 1 ou 2 % en faveur de l'un ou de l'autre camp cache souvent des transferts massifs de répondants pouvant atteindre, comme nous l'avons vu, le quart de l'échantillon. Il importe de savoir qui change d'opinion quand nous avons affaire à de tels mouvements.

Méthode proposée

Un échantillon de 2 000 répondants francophones représentatif de toutes les régions du Québec est obtenu à partir d'un programme informatique permettant de générer sur une base aléatoire des numéros de téléphone respectant les caractéristiques de leur distribution sur l'ensemble du territoire québécois.

La taille inhabituelle de l'échantillon est commandée par deux considérations. Afin d'être en mesure de recueillir des données significatives sur les différentes strates composant l'électorat référendaire, nous devons pouvoir ventiler avec un nombre suffisant de répondants l'échantillon de base. Doubler l'échantillon devient dans ce sens une condition nécessaire pour obtenir des résultats significatifs nous permettant, avec une marge d'erreur raisonnable, d'évaluer les tendances qui se dessinent en son sein.

La deuxième raison qui milite en faveur de l'accroissement de l'échantillon de base est liée au processus de retour sur l'échantillon contenu dans une recherche de type « panel ». Dans cette proposition, nous entendons réinterroger à deux moments différents deux sous-échantillons de 1 000 répondants tirés de l'échantillon initial. Avec un échantillon de base de 2 000 répondants, nous pourrions compter sur un nombre de répondants conforme aux normes habituelles. Plus précisément, nous serons mieux en mesure d'apprécier les gains et les pertes subis au fil du temps par les différents segments de l'électorat.

Échéancier

Pour amorcer à temps cette recherche, les autorisations requises devraient être données vers le **1^{er} août**, si l'on désire que le terrain puisse débiter au

cours de la fin de semaine du 5-6 août. Le sondage se conclurait autour du 15 août et des résultats préliminaires pourraient être disponibles vers le 18 août. Une analyse plus serrée des résultats pourrait être livrée vers le 25 août. En ce qui regarde les deux autres phases, leur calendrier respectif sera évalué en fonction des besoins du commanditaire. À première vue, il semble qu'un premier retour sur l'échantillon au cours de la seconde quinzaine de septembre soit une plage appropriée tandis que le second pourrait avoir lieu à la mi-octobre.

Évaluation budgétaire

Le coût initial plus élevé pour rejoindre l'échantillon de base est largement compensé par les économies substantielles réalisées lors des retours sur les sous-échantillons: l'épuration des numéros valides, le tri des répondants, l'identification socio-économique, les réponses aux échelles et aux différents indicateurs étant déjà effectués.

Description	Calcul	Coût	Valeur
AOÛT: 2 000 répondants	17 minutes X 2 000 répondants	1\$/min.	34 000 \$
SEPTEMBRE: 1 000 répondants	10 minutes X 1 000 répondants	75 ¢/min.	7 500 \$
OCTOBRE: 1 000 répondants	10 minutes X 1 000 répondants	75 ¢/min.	7 500 \$
TOTAL:			49 000 \$